

**EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE**

**EUROPEAN CULTURE RESEARCH CENTRE**

**EUI WORKING PAPER No. 89/376**

**BENJAMIN CONSTANT:  
LA FONCTION DE L'ELOQUENCE**

**JEAN STAROBINSKI**

**BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO (FI)**

All rights reserved.  
No part of this paper may be reproduced in any form  
without permission of the author.

© Jean Starobinski  
Printed in Italy in April 1989  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
– 50016 San Domenico (FI) –  
Italy



Jean Starobinski

BENJAMIN CONSTANT: LA FONCTION DE L'ELOQUENCE

Benjamin Constant n'a que seize ans lorsque, à la Speculative Society d'Edimbourg, le 16 mars 1784, il ouvre le débat sur la question: "Faut-il accorder une tolérance universelle"? (1)

Question presque emblématique. Ce que nous pouvons considérer comme le premier discours a eu pour thème, fort vraisemblablement, la tolérance religieuse et sans doute aussi, plus largement, la liberté de pensée et la liberté d'expression. Or ce sera l'un des principaux sujets sur lesquels Constant s'exprimera dans sa carrière de théoricien politique et d'orateur parlementaire. Le dernier en date des discours qu'il publie dans le recueil de 1828 combat "le prochain rétablissement de la censure" (29 mai 1827). Après la Révolution de Juillet, Constant s'élèvera contre le cautionnement des journaux, contre la défiance manifestée à l'égard des "Sociétés populaires", contre le certificat de moralité exigé des instituteurs. On connaît encore assez incomplètement les derniers discours de Constant bien qu'ils

ne soient pas d'accès difficile. A titre d'exemple, lisons ces lignes, d'autant plus intéressantes qu'elles comportent une référence à 1789:

Les craintes sur les Sociétés populaires sont un héritage du passé. Il y a quarante ans, les Sociétés populaires étaient composées d'hommes qui avaient tout à conquérir par la violence, d'hommes dont les pères avaient été froissés par un arbitraire immémorial. Lorsque du dénuement, de la misère et de la servitude s'élançaient en 89 à la liberté des hommes qui n'en avaient jamais joui, dont les bras étaient encore meurtris de fers, et qui éprouvaient des sentiments de rapacité et de vengeance, alors les Sociétés populaires ont eu le plus grand danger; et encore parce qu'un gouvernement perfide, un gouvernement qui tâchait toujours de pousser la violence à son plus haut point, en même temps qu'il négociait avec les étrangers pour punir cette violence anarchique. (...) Pourquoi avez-vous consacré la liberté de la presse? Vous l'avez fait pour que tout citoyen pût communiquer ses opinions à un nombre immense de citoyens, et vous voudriez empêcher quelques citoyens de communiquer leurs opinions par la parole à quelques citoyens. Il me semble que ce serait tout à fait un contresens.



(...) Eh bien! Pourquoi ne pas laisser s'éteindre une agitation qu'il est bien naturel de voir se prolonger après une révolution qui n'a pas encore deux mois de date? Certes, s'il y a quelque chose de dangereux, c'est de vouloir comprimer cette agitation.(2)

De surcroît, s'il en était besoin, ce texte montre à merveille la complémentarité, selon Constant, de la voix vive et de la presse, qui n'est que "la parole multipliée par l'impression". Il pourrait donc paraître hasardeux, et quelque peu arbitraire, de vouloir isoler chez lui une "question de l'éloquence" - problème que dans ses écrits théoriques il n'a jamais séparé de la "liberté de la presse", de la formation et de l'expression de l'opinion,(3) elle-mêmes parties intégrantes des droits individuels qu'il entend soustraire aux prétentions excessives de l'"autorité sociale" et dont l'exercice s'étend jusqu'aux délibérations publiques et à la "discussion officielle". Il s'agit là de l'ensemble des conditions nécessaires au bon fonctionnement du régime représentatif.

Au moment où Benjamin Constant arrive à Paris, le 6 prairial (25 mai) an III, c'en est bien fini de l'époque où l'éloquence, dans les clubs, à l'assemblée, soutenait l'événement politique, allant même jusqu'à le constituer,

quand elle décrétait, dénonçait, excluait, mettait à mort. Après Thermidor, il y eut, certes, encore bien des séances houleuses, bien des effets oratoires. Mais le dernier discours de Saint-Just, interrompu par Tallien, possède une valeur symbolique. Robespierre était accusé d'avoir voulu régner par l'éloquence, en "tyran de l'opinion", et Saint-Just, dans la péroraison qu'il ne put prononcer, prenait sa défense et s'exclamait: "Et quel droit exclusif avez-vous sur l'opinion, vous qui trouvez un crime dans l'art de toucher les âmes? Trouvez-vous mauvais que l'on soit sensible? (...) La conscience publique est la cité; elle est la sauvegarde du citoyen: ceux qui ont su toucher l'opinion ont tous été les ennemis des oppresseurs (...) Avez-vous vu des orateurs sous le sceptre des rois? Non. Le silence règne autour des trônes; ce n'est que chez les peuples libres qu'on a souffert le droit de persuader ses semblables".(4) La Terreur s'achève par ce plaidoyer pour un pouvoir qui fut l'un des instruments de la Terreur. Plaidoyer voué brutalement au silence, et marquant la fin d'un rêve, ou pour dire mieux, la fin de la phase volontariste de la Révolution, ou la violence du verbe se voulait instauratrice et primitive.

Pamphlets, brochures, articles, discours répandront les appels et les arguments dans la lutte des factions,



au-delà de Thermidor. Mais le soupçon est désormais installé. Si l'on parle en public. Si l'on cherche à convaincre, c'est en laissant entendre, ou en déclarant ouvertement qu'il s'agit désormais d'une autre parole: le temps n'est plus du mot inaugural à la Camille Desmoulins (debout sur sa table, au Palais Royal, le 12 juillet 1789) ou à la manière des injonctions de Mirabeau; le temps n'est plus de la magie oratoire de Vergniaud; et c'en est fait de la sublimité républicaine, de l'intimidation vertueuse exercée par Robespierre. Les "déclamateurs" ont perdu leur public.

De fait, les exercices des universités d'Ecosse et d'Allemagne, les conversations vives, ironiques et tissées de sous-entendus en tête à tête avec Madame de Charrière, et surtout les joutes d'esprit dans le salon de Madame de Stael, n'ont pas trop mal préparé Benjamin Constant pour faire ses premières armes dans la vie publique française, à une époque où la véhémence n'est plus de mise, entre la fin de la Convention (dont il n'est que spectateur) et la fin du Tribunat (où il aura tenté de jouer son rôle).

Les lettres à un député (contre la prorogation du mandat des membres de la Convention), le discours écrit pour Louvet (où Constant, face au péril royaliste, rectifie le

tir), les trois brochures où il prend la défense des principes républicains sont des écrits dont le procédé rhétorique souple et bien affilé modère tout effet oratoire massif. Son propos est d'interpréter la situation présente, d'indiquer une voie salubre, tout en combattant pied à pied l'argumentation adverse. Le ton ne s'échauffe qu'au moment de la conclusion, - particulièrement à la fin de l'écrit sur les Effets de la Terreur. Les discours prononcés au Cercle Constitutionnel après le 18 fructidor répondent assurément aux lois du genre: c'est une défense résolue des lumières philosophiques, et une profession de foi antimonarchique. Constant, à cette occasion, renoue un instant avec le style de la Montagne: "Pour faire marcher la liberté, il faut être partial pour la liberté". Devant le péril de la réaction, Constant adopte un style où l'on perçoit un écho de Saint-Just, mais d'où l'exaltation est absente. Il recourt à la sentence, mais "à froid".

Constant, dans des premières brochures, parlait en spectateur de la scène parlementaire. Dans De la force du gouvernement actuel, il ironisait sur les propos exagérés de certains orateurs, "à la barre d'une assemblée ardente tumultueuse": "La vanité les égarait, le désir puéril de faire effet, le chétif triomphe de prononcer en public des phrases qui avaient cessé d'être courageuses, dès qu'on



avait pu les répéter".(6) Constant a l'oreille particulièrement fine pour les abus de mots, pour les détournements de la parole. Dans un article de 1807, il écrira: "il y a longtemps que nous savons que les agitations révolutionnaires ont dénaturé la langue".(7) Ayant vu à l'oeuvre la Convention post-thermidorienne, il la décrira dans les "Fragments sur la France":

L'idée dominante, à la fin de 94, était: punissons tous les forfaits de 93. Les hommes les plus doux chantaient à tue-tête, au nom de l'humanité, des chansons dont le refrain demandait des hécatombes; et quand on osait représenter aux meneurs de l'impulsion vengeresse, qu'employer une assemblée unique et sans frein, c'était frapper les effets sans écarter les causes, on était traité d'homme de sang, de complice de la terreur.(8)

Dans De l'Usurpation, Constant propose un tableau plus général de la perversion du langage consécutive à l'axiome qui "a fait retentir pendant dix ans toutes les tribunes françaises": "que le despotisme était indispensable pour fonder la liberté". Axiome, rappelons-le, que Constant impute aux "partisans de la liberté antique":

Pour former les hommes à la liberté, on les entourait de l'effroi des supplices; on rappelait avec exagération les tentatives qu'une autorité détruite s'était permise contre la pensée, et l'asservissement de la pensée était le caractère distinctif de la nouvelle autorité; on déclamait contre les gouvernements tyranniques, et l'on organisait le plus tyrannique des gouvernements. (...) Dans toutes les luttes violentes, les intérêts accourent sur les pas des opinions exaltées, comme les oiseaux de proie suivent les armées prêtes à combattre. La haine, la vengeance, la cupidité, l'ingratitude, parodièrent effrontément les plus nobles exemples, parce qu'on en avait recommandé maladroitement l'imitation. L'ami perfide, le débiteur infidèle, le délateur obscur, le juge prévaricateur, trouvèrent leur apologie écrite d'avance dans la langue convenue. (...) La foule, corrompue à la fois par le péril et par l'exemple, répétait en tremblant le symbole commandé, s'épouvantait du bruit de sa propre voix. Chacun faisait nombre et s'effrayait du nombre qu'il contribuait à augmenter. Ainsi se répandit sur la France cet inexplicable vertige qu'on a nommé le règne de la terreur.(9)



On trouverait, dans Adolphe, des analyses très semblables sur l'emploi de l'excuse, et de la formule convenue; et, de façon plus originale, une très insistante attention à la duplicité et à l'effet de retour" de la parole sur celui qui la prononce. Les allusions fréquentes que Benjamin Constant, à l'instar des idéologues, formule sur les associations entre les mots et les idées, sur leur influence tantôt trompeuse et tantôt bénéfique, mériteraient d'être considérées dans l'ensemble de ses écrits. Dès son premier ouvrage politique, Constant a su mettre en évidence l'autonomie de la parole excessive: les mêmes termes sont devenus disponibles pour les passions les plus opposées. Le langage accusateur, d'où qu'il vienne, se retrouve captif des schématismes et des stéréotypes: "Les factions n'ont qu'un style, elles n'appliquent pas les invectives aux noms, elles attachent des noms à des invectives, elles pourraient se passer de main en main les accusations qu'elles prodiguent, et une seule philippique servirait à tous les partis".(10) (Il y a chez Constant, plus généralement, une théorie diffuse de la vie indépendante réservée aux idées, quelle que soit la volonté des hommes).

Qu'on relise également les pages célèbres où Constant critique la pensée politique de Rousseau. Pourquoi Constant refuse-t-il la doctrine rousseauiste de la souveraineté, et

plus particulièrement la théorie qui fait du gouvernement une magistrature toujours révocable, et entièrement soumise à la volonté générale? La raison, d'abord, en est que Rousseau, déposédant le monarque traditionnel, n'opère qu'un transfert de pouvoir, et ne réduit pas la quantité de pouvoir.(11) L'expérience révolutionnaire prouve qu'il est inévitable (dans un grand pays) que la volonté générale soit représentée; dès lors, si l'on n'y prend garde, la voix de la nation souveraine sera accaparée par ceux qui s'en présentent comme les seuls interprètes autorisés. Le défaut capital de la pensée politique de Rousseau, au yeux de Constant, c'est qu'elle fonde le droit sur la parole collective, et qu'elle ne propose aucun moyen d'en prévenir l'usurpation. Le texte peut-être le plus explicite se trouve dans la première rédaction des Principes:

La société ne peut exercer par elle-même les droits qu'elle recoit de ses membres; en conséquence elle les délègue; elle constitue ce que nous appelons un gouvernement. Dès lors toute distinction entre les droits de la société et ceux du gouvernement est une abstraction chimérique.(12)

Ainsi l'existence individuelle se voit livrée, de part en part à la discrétion du pouvoir politique. Supposons



qu'un gouvernement désire prendre une mesure violente. Le système de Rousseau, fait observer Constant, lui en rend l'application facile, moyennant l'attribution de l'énoncé impératif à "la société tout entière":

(Le gouvernement) rappelle le droit imprescriptible de l'association entière, de la majorité toute-puissante, de la nation souveraine dont le salut est la suprême loi. Le gouvernement ne peut rien, dit-il, mais la nation peut tout; et bientôt la nation parle, c'est-à-dire quelques hommes ou dépendants, ou furieux, ou soudoyés, ou poursuivis de remords, ou dominés de crainte se font ses organes en lui imposant silence, proclamant sa toute puissance en la menaçant. (...) Le peuple, observe Rousseau, est souverain sous un rapport et sujet sous un autre; mais dans la pratique ces deux rapports se confondent. Il est facile aux hommes puissants d'opprimer le peuple comme sujet, pour le forcer à manifester comme souverain la volonté qu'ils lui dictent. Il ne faut pour cela que frapper individuellement de terreur les membres de l'association et rendre ensuite un hypocrite hommage à l'association en masse.(13)

La violence survient presque inévitablement, parce que

le sujet collectif devient une fiction, sitôt que "quelques hommes" se rendent les maîtres du langage dans lequel il est censé communiquer sa volonté toute-puissante. Les droits individuels, auxquels Constant tient par dessus tout, ne peuvent recevoir de garantie que si l'autorité sociale n'est pas illimitée, et si la décision politique résulte d'un débat. Or tout pouvoir excessif se reconnaît à ce qu'il impose le silence, après qu'il a parlé en réprimant la contradiction. Constant proteste au nom de la société civile, contre les excès du pouvoir politique. La guerre pour Napoléon, a été le moyen d'imposer le silence à la nation: "Il fallait étouffer dans l'intérieur toute vie intellectuelle; il a banni la discussion et proscrit la liberté de la presse. (...) La nation pouvait s'étonner de ce silence: il y a pourvu par des acclamations arrachées ou payées, qui semblaient un bruit national (...) Si la France fût restée en paix, les citoyens tranquilles, les guerriers oisifs auraient observé le despote, l'auraient jugé, se seraient communiqué leurs jugements".(14) Parole substituée, identité locutrice usurpée, clameurs commandées, silence imposé: il conviendrait de montrer combien étroitement, chez Constant, s'établit la correspondance entre le dérèglement de la vie politique et la pathologie du langage.

Dans les Circonstances actuelles (manuscrit rédigé en



1798 et non publié), Madame de Staël constate, elle aussi, la fatigue du langage politique, elle dénonce "les phrases usées", elle pastiche à merveille un "discours de club", que l'on peut entendre "d'un bout de l'Europe à l'autre".(15) Mais le mal n'est pas sans recours. Certes, dans les écrits et les discours, l'abus de langage a déformé et trahi de grands principes, mais ceux-ci conservent toute leur validité:

Fonder un gouvernement sur des bases philosophiques, c'est la plus belle de toutes les pensées, le plus noble but pour un petit nombre de têtes législatives; c'est la source de toutes les folies humaines, quand des hommes qui ne savent pas lire se sont fait une religion de la propagation des lumières. Qu'y a-t-il au monde de plus susceptible d'interprétations diverses que la philosophie? Tous les contraires, toutes les impossibilités, toutes les incohérences s'établiront, se soutiendront à l'aide de quelques mots qui feront un noeud quelconque, non entre les institutions, mais entre les phrases qui les expliquent. (...) Enfin, comme il faut que les gouvernement marchent et que les hommes violents veulent triompher, nous avons vu les sectaires de la philosophie abandonner toute la théorie de la liberté

aux faiseurs de phrases, et retenir pour eux les moyens clairs et précis du despotisme le plus absolu, le plus sanguinaire dont l'histoire nous ait offert l'exemple.(16)

Mais, de ce que la parole faussée a pu avoir tant d'influence, il ne faut pas conclure qu'il ne reste pas d'avenir pour une action menée par la parole; celle-ci peut tout, à la condition qu'elle soit orientée dans le juste sens, et animée par l'"enthousiasme". Il faut d'abord reconnaître qu'elle n'a rien perdu de son pouvoir; au moment même où la décision semble appartenir aux armes, c'est encore la parole qui est à l'oeuvre:

On a tout fait avec de l'opinion en France, soit en la trompant, soit en l'excitant, soit en dominant l'avis de la majorité par le fanatisme du petit nombre; mais c'est la parole qui a fait sortir de terre les légions. Depuis, les légions ont souvent enchaîné la parole, mais pour préparer les triomphes même des armées, il a fallu des journaux, il a fallu des discours.(17)

Madame de Staël peut dès lors affirmer: "Je crois encore à la toute-puissance des écrits républicains".(18) Le



remède est dans le retour aux principes, aux grandes idées de la philosophie des lumières, que le discours terroriste a si mal interprétés. Comme Benjamin Constant elle ne peut accepter que les "réactions politiques", rendues inévitables par les excès de la Terreur, deviennent elles-mêmes excessives au point de rendre nul et non avenu le fait révolutionnaire lui-même. D'où une argumentation vigoureuse, qu'on retrouve aussi chez Constant: d'une part, elle invite à séparer les "principes" intangibles (perfectibilité, république, liberté des cultes, liberté très large des journaux et des livres, etc.) et les mesures "despotiques" qu'on a pu prendre en leur nom. D'autre part cette argumentation fait appel à l'image ancienne du remède trouvé dans ce qui fut "la source même du mal". Rousseau en avait fait usage pour justifier son idée de la "société perfectionnée", où l'art le plus développé répare les maux de l'art commencé. Germaine de Staël se souvient de cette thérapeutique héroïque:

Quel est le véritable remède aux traces qui nous restent encore de cette époque désastreuse? On ne peut le trouver que dans la source même du mal, dans la philosophie. Si la philosophie était en elle-même une mauvaise chose, on devrait s'attendre à la contre-révolution, parce qu'on finirait tôt ou tard

par (se) détromper d'un principe faux, mais comme la théorie philosophique de la Révolution de France est en elle-même incontestable, il n'y a de remède à ses effroyables abus qu'en jetant des torrents de lumières sur les principes et sur leur application. (...) La cause d'une révolution est et sera toujours le seul moyen de modifier cette révolution et, quand l'amour de la liberté aurait amené le despotisme, c'est à la liberté même qu'il faudrait avoir recours pour combattre le despotisme qu'elle aurait amené. La nature entière n'est qu'un exemple de ce principe: le même être, le même arbre porte souvent le poison et le remède et, pour corriger le caractère d'un homme, c'est dans la passion qui l'égare qu'on trouve des ressources pour le conduire; et les moralistes comme les législateurs se tromperont toujours s'ils cherchent des remèdes dans les contraires, au lieu de les puiser dans le principe même qui a été dénaturé par les conséquences.(19)

En vertu de ce modèle homéopathique (le terme n'est pas anachronique: Hahnemann, encore inconnu en France, est un contemporain), Madame de Staël propose, pour "terminer la Révolution", une solution qui fait la part belle aux "idées" et à ceux qui les élaborent: "Ce sont les philosophes qui



ont fait la révolution, ce sont eux qui la termineront".(20) Dans De la littérature (1800), Madame de Staël, en conclusion de son ouvrage, soutiendra à nouveau les mêmes idées. L'ère est enfin venue des intellectuels et des écrivains, qui par la plume et par la parole, et avec un zest de mélancolie en surcroît, mèneront à chef le combat des lumières: "On croit toujours que ce sont les lumières qui font le mal, et on veut le réparer en faisant rétrograder la raison. Le mal des lumières ne peut se corriger qu'en acquérant plus de lumières encore".(21) Le chapitre "De l'émulation" (II, 3) et le chapitre conclusif "De l'éloquence" (II, 8) proposent d'abord une constatation: le goût, les moeurs, le langage, l'éloquence se sont altérés et détériorés en France durant les années de Révolution; l'on voit prévaloir la vulgarité, le chaos et l'indifférence: "On peut parcourir en tous sens l'injure et l'éloge, sans faire naître l'enthousiasme ni la haine. On ne sait plus ce qui doit fixer l'appréciation des hommes; les calomnies commandées par l'esprit de parti, les louanges inspirées par la terreur ont tout révoqué en doute, et la parole errante frappe l'air sans but et sans effet".(22) Mais si dégradée, si avilie qu'elle soit, l'éloquence "pourrait renaître et se perfectionner".(23) Madame de Staël est convaincue du rapport étroit entre la liberté politique et l'épanouissement des arts ainsi que de la littérature:

c'est là un thème qui lui vient de l'âge des lumières, et dont les événements contemporains lui prouvent l'actualité. En ce qui concerne l'éloquence, les sources de cette idée sont antiques (Longin, Tacite); en ce qui touche aux beaux-arts, Winckelmann en avait persuadé ses lecteurs, à travers une image idéalisée de la cité grecque. Et quelle que soit la différence qu'il juge nécessaire d'établir entre la liberté des anciens et la liberté des modernes, Benjamin Constant lui-même n'a cessé d'invoquer l'exemple romain, la décadence impériale, pour expliquer et accuser l'abaissement de la littérature sous la domination napoléonienne. Madame de Staël, en 1800, peut encore rêver d'une éloquence (écrite? parlementaire? l'une et l'autre!) qui, par son énergie, susciterait le réveil des enthousiasmes. Elle rêve d'une situation qui offrirait à l'écrivain, à l'orateur, leur auditoire le plus vaste; elle invite à parler et à écrire comme si cet auditoire était présent. Le talent est le moyen par lequel la société politique peut s'articuler sur la société civile. Par quoi elle définit son style personnel, et tout aussi bien celui des écrivains romantiques qui deviendront des personnages politiques:

Mais quand vous êtes entourés d'une multitude qui contient tous les éléments divers (...) si vous parlez à la nature humaine, elle vous répondra; si vous savez



donner cette commotion électrique dont l'être moral contient aussi le principe, ne craignez plus (...) Toute cette multitude est à vous. Echappe-t-elle aux beautés de l'art tragique, aux sons divins d'une musique céleste, à l'enthousiasme des chants guerriers? Pourquoi donc se refuserait-elle à l'éloquence? L'âme a besoin d'exaltation: saisissez ce penchant, enflammez ce désir, et vous enlèverez l'opinion.(24)

C'est l'espoir d'une régénération et d'une revanche de la parole, au prix d'une mue et d'une conversion qui la transforment radicalement. Ses pouvoirs sont miraculeusement reconquis, si dorénavant le lieu de son surgissement est la "vérité du sentiment", et si elle s'adresse à un destinataire universalisé. Non plus à des "individus" isolés par leurs intérêts, ni à des factions partisans, mais à cette "nature humaine" quasi abstraite, dont elle aura réussi à battre le rappel parmi les consciences concrètes. Fonction poétique ou prophétique, dont rêveront plus explicitement encore les écrivains de la génération suivante, en exaltant la double figure mythique du peuple et du poète. Assurément, c'est là une pratique du langage que Benjamin Constant n'a guère recherchée, dans les divers épisodes de sa carrière parlementaire. S'il fallait repérer,

dans De la Litterature, une préfiguration de la méthode à laquelle il s'attachera, nous la trouverions bien plutôt dans l'éloge que fait Madame de Staël du système anglais, et de l'apprentissage politique que peut recueillir un jeune esprit "supérieur" en exerçant ses talents sur les bancs de l'opposition:

La force de l'esprit ne se développe tout entière qu'en attaquant la puissance; c'est par l'opposition que les Anglais se forment aux talents nécessaires pour être ministres.(25)

Au Tribunat, puis à la Chambre des Députés, Constant sera un parfait opposant. Il ne passera jamais au ministère. Il a opté pour le pouvoir constitutionnel, pour le "système représentatif", pour les garanties qui préviennent ou répriment l'arbitraire de l'exécutif. Il veut le strict respect des formes légales, pour tout ce qui intéresse les droits des citoyens. Le premier discours au Tribunat est symptomatique: Constant formule, presque à titre programmatique, le droit et les règles de la nouvelle éloquence parlementaire; il réclame, pour le corps auquel il appartient, le temps nécessaire à la discussion, contre un projet de loi qui vise à l'abrégé et à la rendre inopérante. Il invite ses collègues à examiner minutieusement



ce projet: "Il faut considérer l'abus que l'autorité peut en faire".(26) Par précaution, il commence par la défensive: il ne tient pas à faire valoir son éloquence, pas plus qu'il n'est résolu à pratiquer une opposition systématique:

L'on semble considérer le Tribunat comme un corps d'opposition permanente, ayant pour vocation spéciale de combattre tous les projets qui lui seront présentés, et devant appeler à son secours, dans cette opposition nécessitée, tous les raisonnements, bons ou mauvais, qui pourraient la favoriser. (...) Le Tribunat n'est pas une assemblée de rhéteurs, n'ayant pour occupation qu'une opposition de tribune, et pour but que des succès d'éloquence. Organe unique de la discussion nationale, le Tribunat est intéressé, comme tous les corps de l'Etat, chacun de ses membres est intéressé, comme tous les autres citoyens, à ce que les propositions utiles ne rencontrent aucun obstacle et n'éprouvent aucun délai. Nulle prétention personnelle, nul amour-propre puéril ne nous portera jamais, sans doute, à retarder, par des discussions superflues, des lois qui nous paraîtront nécessaires.(27)

Le temps est bien passé où le pouvoir était détenu par

les Assemblées, ou par leur "factions" dominantes et leurs comités. L'orateur n'a plus part à l'action fondatrice; ce n'est plus à lui qu'appartient la faculté de menacer l'adversaire. L'éloquence politique n'est plus cette "arme meurtrière" que dénonce encore Madame de Staël. La parole a bien plutôt pour but de désarmer, par les moyens qui lui restent, les entreprises d'un despotisme qui cherche à imposer ses volontés avec l'approbation (faussée, extorquée) des représentants de la nation. La seule tactique efficace, au Tribunal, consiste à éviter toute attaque directe contre les détenteurs de l'autorité, et à raisonner, à ironiser, à rappeler les principes, à évoquer les précédents, à laisser entrevoir des conséquences "funestes", etc. En l'occurrence, nier le recours à l'éloquence est la meilleure précaution oratoire. Ainsi, dans son plus important discours au Tribunal (25 janvier 1802), après avoir combattu point par point le projet de loi instituant des tribunaux spéciaux, Constant, en guise de péroraison, se défend d'avoir fait appel aux ressources traditionnelles de l'art oratoire, et se contente d'énoncer laconiquement ses conclusions. Il s'agit là, bien sûr, d'un procédé de dénégation dont la rhétorique traditionnelle avait pleine connaissance: lorsque la chaleur et l'emphase risquent de rendre suspecte la cause défendue, l'argumentation calme gagnera mieux les convictions: et Constant n'hésite pas à s'en prévaloir; mais



la fonction dont il évoque la persécution possible était de nature à la provoquer:

J'ai rempli, Tribuns du peuple, la pénible tâche que mon devoir m'avait commandé. Je l'ai remplie en m'interdisant tout recours à l'éloquence, tout développement qui pouvait émouvoir les passions, toute description même des conséquences terribles de ces institutions temporaires dont les effets vous sont connus. Dans la question la plus propre à remuer, je ne dirai pas seulement les âmes ardentes, mais les esprits prévoyants, je me suis imposé le joug sévère d'une analyse partielle, détaillée, peut-être minutieuse; je n'ai voulu courir la chance d'interprétations sinon malveillantes, du moins inexactes; j'ai désiré les éviter, non pas pour moi, mais pour vous, mes collègues; je n'ai pas voulu prononcer dans cette enceinte un mot qui pût servir de prétexte à des défiances, ou nécessiter des explications.(28)

Cette pratique ostensible de la litote était trop voyante pour ne pas irriter le premier Consul.

Sans aller jusqu'à développer, comme Bentham et

Etienne Dumont, une "tactique des assemblées parlementaires", Constant a exposé très nettement ses vues sur l'éloquence au chapitre VII de ses Principes de Politique (1805). On a raison, affirme-t-il, d'interdire les discours écrits. Car les discours écrits font tarir la véritable discussion: "Chacun laisse ce côté de qu'il n'a pas prévu, tout ce qui dérangerait son plaidoyer terminé d'avance. Les orateurs se succèdent sans se rencontrer; s'ils se réfutent, c'est par hasard" (...) C'est l'éloquence écrite qui constitue le pire danger pour la liberté du débat; si on l'autorise, ce seront des "harangues académiques" qui "décideront et du sort, et des propriétés, et même de la vie des citoyens".(29) Le désir de "faire de l'effet", la poursuite du succès de tribune détournent le débat de son véritable objet. Constant prend les accents accusateurs du moraliste:

Ce besoin, qui dégénère en une sorte de fureur, est d'autant plus dangereux qu'il n'a pas sa source dans la nature de l'homme, mais est une création sociale, fruit tardif et factice d'une vieille civilisation et d'une capitale immense (...) Opinions, éloquence, émotions, tout est moyen, et l'homme lui-même se métamorphose en un instrument de sa propre vanité.(30)



Cette accusation rousseauiste de la capitale et des méfaits de la civilisation a de quoi surprendre. Elle vise par avance les moeurs parlementaires de la Restauration telles que l'illustreront les orateurs avantageux et dérisoires de La Comédie humaine: Canalis, Keller, Rastignac. En 1829, quand il réédite Les Mémoires sur les Cents Jours, Constant signale dans sa préface les nouvelles dispositions du public, telles du moins qu'il les perçoit et telles qu'il les prend en considération dans ses propres activités de parlementaire et de publiciste: l'attention du public est lassée:

L'hypocrisie des enthousiasmes ne trompe plus un peuple éclairé; ceux qui les professent ne les éprouvant pas eux-mêmes, ne sauraient communiquer à d'autres ce qu'ils ne sentent point. Ils répètent avec emphase des formules convenues: la foule s'attroupe un instant, les regarde, les reconnaît, les méprise, et passe, occupée qu'elle est de ses intérêts véritables, sachant ce qu'elle veut, le repos, le travail, l'industrie, la sûreté; mais sachant aussi que ces choses ne s'obtiennent qu'à l'abri de garanties solides et non disputées.(31)

Pour saisir sur le vif la façon dont Constant perçoit

la supercherie oratoire de ses collègues, il faut prêter attention à la manière dont il leur répond à la Chambre, et à l'ironie qu'il déploie pour commenter leurs propos, quand il prend la plume du journaliste. Les articles du Journal des Arts (15, 18 et 21 septembre 1815), "Sur les assemblées électorales et les discours de leurs présidents", ne se contentent pas de résumer et de juger les opinions des orateurs: ce sont aussi des aperçus, d'une grande vivacité sur leur pratique et leur théorie de la parole publique. Dans l'éreintement du discours tenu par le duc de Choiseul, la critique des incohérences de style va droit aux platitudes d'une banale "déclamation" dirigée contre l'excès rhétorique; Constant ridiculise les idées reçues:

Nous avons été fâchés de voir les mots de vils agitateurs, d'odieux sentier révolutionnaire, dans un discours qui devait avoir pour but d'éteindre les haines. On a tant déclamé contre les abstractions, qu'on ne se donne plus même le mérite de la nouveauté, en les flétrissant du nom de mensongères.(32)

Constant, qui s'est plu si souvent à dénoncer les orateurs désireux de "faire de l'effet", n'aime pas sa propre idée dans le contexte que lui donne Choiseul. Il ne cache pas sa répugnance à la fois pour les clichés et pour



les sous-entendus "connotés". "Nous ne concevons pas trop comment on peut exhorter les députés, dont l'unique mission sera d'exposer par la parole les intérêts et les vœux de la nation, à dédaigner les dangereux succès de la tribune".(33) Paradoxalement, les propos stéréotypés et vides qu'échangent les représentants de l'ancienne aristocratie et ceux de la bourgeoisie révolutionnaire, peuvent parfois être considérés comme un signe, - et un bon signe: ils veulent dire que la Révolution est terminée. A propos d'un ouvrage de Fiévée, Constant écrit: "Un (...) signe infaillible de la fin des révolutions, c'est lorsque les hommes d'esprit et de talent qui appartiennent aux partis, éprouvent à en parler le langage une répugnance qui devient invincible. Tous les partis ont leurs symboles convenus, leurs professions de foi, pour ainsi dire, stéréotypées. Comme c'est la condition nécessaire pour se faire reconnaître et pour être appuyé, tout le monde commence par s'y soumettre (...) Mais au bout d'un temps plus ou moins long (...) les hommes dont l'esprit ne saurait se fausser, même pour leur intérêt, sont forcés, malgré eux, de s'en affranchir".(34)

Ce qui ne veut pas dire que l'affrontement s'apaise. S'il devient moins violent, il est aussi plus diffus. L'arbitraire est omniprésent. Les tribunaux de la Restauration ne s'embarrassent pas de preuves légales. Et il

importe de constater que, pour ce combat diffus, Constant est amené - comme de propos délibéré - à occuper toutes les positions de parole, à utiliser tous les circuits par lesquels l'opinion publique peut être atteinte. La complémentarité de la presse et de la tribune, si importante au moment de la Révolution, est désormais un fait acquis, et les difficultés faites à la presse d'opposition, sous la Restauration, n'en éveille que davantage l'attention du public. Le Mercure de France, la Minerve Française sont pour Constant des tribunes accessoires. Toute campagne électorale, tout procès intenté abusivement, (35) sont l'occasion de nouvelles brochures, de nouveaux comptes-rendus, de nouvelles "lettres à l'éditeur". Il y a là un circuit virtuellement infini, où tous les genres de la parole publique trouvent à s'employer, dans une dispersion forcée, et dans une cohérence intellectuelle (que le livre De la Religion aurait voulu sceller) qui n'échappe toutefois pas à la discontinuité. On reconnaît, assurément, du théâtre en tout cela. Quand Benjamin Constant édite ses discours, il suit les habitudes des journaux, et il insère presque toutes les indications données par les sténographes sur les réactions de la chambre: "On rit", "mouvement", "vive sensation à gauche", "interruption", etc. Ce sont les didascalies d'une tragédie. Dans une intervention du 21 mars 1829, il proteste contre une omission au procès-verbal: un



orateur a voulu présenter un amendement, des clameurs l'ont empêché de s'exprimer, le procès-verbal n'a pas mentionné cette interruption: "J'insiste pour la rectification du procès-verbal".(36) Cette attention portée à l'exacte transcription de la dramaturgie d'une séance parlementaire montre à quel point Constant s'attache à la vérité formelle de la transcription qui fixe le débat. Il y eut, à n'en pas douter, un "effet Constant" (alors même que la théorie de l'éloquence professée par Constant, nous l'avons vu, s'en prend à la recherche de l'effet). Et "l'effet Constant" - dont la preuve fut si bien donnée le jour de ses funérailles - ne tenait pas seulement à l'affirmation persévérante de ses convictions libérales, mais à la manière si prodigue dont ce joueur sut dépenser sa parole, et à la mise en scène, à la fois imprévisible et précise, ferme et négligée, qui accompagna chacune de ses interventions.

Guizot, en 1820, vise-t-il Constant (député de la Sarthe dès le printemps de 1819) lorsqu'il critique une opposition "cantonnée à la tribune", vivant de "beau langage", recherchant "sur des généralités quelques triomphes littéraires"? Le tort, selon Guizot, de ce style d'opposition est de ne pas chercher, pour le moins "une part restreinte, (...) mais réelle dans les affaires de la société".(37) En tous cas, dans ses Mémoires, François

Guizot fait ouvertement grief à Constant de s'être maintenu dans l'opposition au début de la Monarchie de Juillet - c'est-à-dire dans les derniers mois de sa vie: "Il avait recu, du gouvernement nouveau, des emplois, des honneurs et des faveurs (...) M. Benjamin Constant ne s'en était pas moins engagé de plus en plus dans l'opposition, et dans la moins digne des oppositions, dans la flatterie subtile des passions révolutionnaires et populaires. Il avait fait à la presse sous toutes ses formes et tous ses degrés, une cour assidue; il avait pris à tâche de repousser incessamment vers les vaincus de 1830 toutes les alarmes et toutes les colères du pays pour décharger de toute responsabilité les vainqueurs; il s'était élevé contre toutes les précautions et les exigences légales, jusqu'à ne pas vouloir qu'on demandât aux instituteurs un certificat de moralité. Il n'avait réussi à relever ni sa fortune ni son âme".(38) Le vaincu de 1848 ne pouvait pardonner à Constant d'avoir persévéré, en 1830 malgré les gratifications du roi citoyen, à parler en qualité d'opposant. Tout orateur que l'on désapprouve est un flatteur et un déclamateur. Constant avait imputé cette attitude aux "apologues du despotisme". Guizot retourne l'accusation contre Constant, en attribuant à la "presse" (et il aurait pu ajouter: à la "jeunesse") le rôle précédemment tenu par le "despote". Mais Constant ne faisait que rester fidèle à ses principes. Il avait, dans



ses écrits théoriques, préconisé la limitation de "l'autorité sociale" exercée par le gouvernement. Dans sa pratique de l'éloquence délibérative, son but avait été, en tout temps, d'exercer un contrôle sur les actes et les décisions des ministres, de les empêcher d'outrepasser leurs prérogatives constitutionnelles, ou de faire passer des "lois spéculatives" (39) qui prétendent déterminer la vie sociale en restreignant le champ des libertés individuelles.

Rappelons-le; Constant n'était entré sur la scène politique qu'au moment de l'après-thermidor. Mais il s'agissait pour lui de conserver les grandes conquêtes de la Révolution, qui répondaient à son idée de la perfectibilité humaine: suppression des privilèges héréditaires, égalité des droits, liberté des cultes, garantie des libertés individuelles et des propriétés. De la Révolution, c'est la Terreur seule qu'il souhaitait retrancher, car, en se montrant infidèles aux principes mêmes de la Révolution, les jacobins avaient suscité les "réactions politiques", c'est-à-dire le risque de l'anéantissement complet des conquêtes les plus précieuses. Il n'est donc pas surprenant que, dans sa joute oratoire contre le monarchisme ultra, Constant ait assimilé son combat, en une sorte de fantasme rétrospectif, à celui qu'il aurait mené contre les terroristes: dans son intervention du 7 août 1822 contre la

taxe sur les journaux, il fait, pour une fois, une exception au style "anglais" et pondéré qui est habituellement le sien, pour s'exclamer:

On vous a parlé hier de la terreur de 1793: elle était horrible, parce que les possesseurs du pouvoir sentaient qu'ils n'avaient d'appui que dans la force contre la nation. J'ose le croire: en 1793 j'aurais lutté contre ces possesseurs d'un pouvoir terrible: Fouquier-Tainville au parquet, Marat à la tribune, n'auraient pu m'effrayer. On m'aurait impliqué peut-être dans quelque'une des conspirations où ils entassaient leurs victimes; mais j'aurais lutté jusqu'au bout contre les jacobins de la république. Messieurs, je lutterai jusqu'au bout contre les jacobins de la royauté. (Un mouvement très violent éclate dans toute la droite).(40)

Sans doute pareils rappels ne sont-ils pas fréquents dans les discours de Constant. Mais il font bien comprendre comment ce partisan du "système représentatif", ayant fait le sacrifice de l'idée républicaine qu'il défendait dans ses premiers écrits, a accepté de voir ce système s'exercer sous les formes de la monarchie selon la Charte, et comment il conçoit le rôle oratoire que ses électeurs lui ont confié.



Il parle, il écrit, pour que l'on puisse écrire et imprimer, sans être arbitrairement censuré, il parle contre la menace renaissante du silence imposé. Si toutes les paroles individuelles obtiennent la garantie de leur liberté, le pouvoir aura fait la preuve de sa légitimité. L'autorité politique pourra s'alléger, et en même temps s'affermir et mériter le respect. Les intérêts de tous les groupes, de toutes les "classes" pourront ainsi entrer dans le système d'un échange généralisé. De cet échange généralisé, excluant aussi bien la concentration du pouvoir que celle de la propriété, Constant a fait un critère normatif, applicable à toutes les circonstances, "à toutes les formes de gouvernement". Il s'est bien gardé de lui donner forme d'utopie.(41) Il fut en politique ce qu'il avait été à l'égard de lui-même: un admirable critique, sans ménagement, surmontant le découragement par la témérité, à force de clairvoyance désabusée.





### Notes

1. G. Rudler. La jeunesse de Benjamin Constant (Paris, 1908), p. 167.
2. Séance de la Chambre des députés du 25 septembre 1830. Moniteur, 26 septembre 1830. Lors de la séance du 13 septembre 1830, Constant avait rigoureusement défendu la presse: (...) Quand les jours de péril se sont levés, c'est encore la presse qui nous a devancé sur le champ de bataille appelant sur elle, avant nous, la proscription et la mort. A sa voix le peuple s'est armé; après le peuple nous sommes venus, et la presse, le peuple et nous, avons, par un triomphe miraculeux, renversé la tyrannie. (...) Si l'on se rend compte de ce qu'est la presse, on trouvera cette marche simple, la presse est la parole agrandie, c'est le moyen de communication entre le grand nombre, comme la parole est le moyen de communication entre quelques-uns. Or, la parole est le véhicule de l'intelligence, et l'intelligence est la maîtresse du monde matériel. (...) Avec la presse, il y a quelques fois désordre; sans la presse il y a toujours servitude, il y a désordre aussi car le pouvoir illimité devient fou". Sur les dernières interventions parlementaires de Constant, cf. Jean-Pierre Aguet, "Benjamin Constant parlementaire sous la Monarchie de Juillet (juillet-décembre 1830)". Annales Benjamin Constant, 2, (Oxford, Lausanne, Paris 1982) pp. 3-45.
3. Sismondi, dans ses Etudes sur les constitutions des peuples libres Paris, 1836; Bruxelles, 1839), insiste sur le passage de la "discussion spontanée" à la "discussion officielle". Le texte est remarquable; il n'émet aucune réserve sur les assemblées représentatives (exception faite, ajoutera-t-il, de celles qui se laissent gagner par le tumulte et la haine), ni surtout sur les réunions et les écrits qui contribuent à former "l'opinion publique":

La formation et le développement de l'opinion publique s'opèrent dans les Etats libres par deux moyens: la discussion spontanée de tous ceux qui dirigent leurs pensées vers les affaires publiques, et la discussion officielle de ceux que la société députe pour prendre connaissance de ses affaires et exprimer ses désirs et ses volontés. Plus un Etat est libre et digne de la liberté, plus chacun y est pénétré de respect pour les droits et les opinions d'autrui, et plus aussi la discussion spontanée y acquiert d'importance. Cette discussion s'exerce dans les assemblées quotidiennes ou périodiques, les cercles, les clubs, qui réunissent des hommes de même sentiment. (...) Elle s'exerce encore par les écrits qu'on fait circuler, les imprimés, les livres et les journaux. Cette discussion spontanée a le grand avantage que, commune à tous, et paraissant l'oeuvre de toute la société, elle n'est pourtant l'expression que de sa partie intelligente. (...) Elle est beaucoup plutôt l'expression de l'aristocratie de l'intelligence, que de la démocratie. (...) La discussion officielle gagne beaucoup à être précédée et éclairée par la discussion spontanée. Peu de questions politiques seraient jamais suffisamment éclairées, si des penseurs n'avaient pas, à leur égard, ouvert la voie par des ouvrages longtemps médités, si des orateurs et des journalistes ne s'étaient pas emparés ensuite de leurs idées, pour les soumettre à l'épreuve de la contradiction, et pour en faire jaillir de nouvelles idées, par l'inspiration du moment, par l'émotion même du débat. Cependant les nations ne peuvent et ne doivent pas s'en fier uniquement à ces représentants volontaires, pour faire avancer les sciences sociales. Elles ont des désirs, des besoins, des souffrances, que l'esprit ne devine pas toujours, mais que l'expérience révèle. Une assez grande liberté spéculative régnait en



France, pour les livres, dès avant la révolution. Là où Montesquieu, Rousseau, Turgot, Necker, les économistes physiocrates, avaient écrit on avait pensé sans doute avec profondeur sur l'ordre social. Cependant, lorsque l'on compare leurs écrits avec les discours des députés du peuple, depuis l'introduction du système représentatif, on croit passer de la région des rêves à celle de la réalité; non sans doute que les derniers venus soient supérieurs en talent à leurs devanciers, mais parce qu'ils connaissent ce dont ils parlent, tandis que les autres ne pouvaient que conjecturer ("Troisième essai. De la délibération nationale, et des moyens d'appeler la raison publique à la souveraineté". Ed. 1839 , pp. 98-99).

Nous savons que Constant avait pris connaissance en 1801 du manuscrit des Recherches de Sismondi. (Sur cette première version, cf. Recherches sur les constitutions des peuples libres, texte inédit, éd. M. Minerbi, Genève, 1965. Le passage que nous venons de citer n'y figure pas encore). Constant a fréquenté Sismondi et correspondu avec lui au moment où celui-ci entreprenait la publication de son Histoire des Républiques italiennes. Signalons que le dernier volume de l'ouvrage (t. XVI, 1818) comporte un long développement sur la différence entre la liberté des anciens et la liberté des modernes, très proche des idées développées par Constant dans De l'Usurpation et dans sa conférence de l'Athénée en 1819. Ces idées, qui doivent beaucoup à Condorcet, et peut-être à Sieyès, forment le chapitre XVI du manuscrit des Principes de politique demeurés longtemps inédits. Leur version finale date de 1806. Cf. Etienne Hofmann, Les "Principes de politique" de Benjamin Constant, 2 vol. (Genève, 1980). L'édition critique du texte forme le second volume. Sismondi avait déjà évoqué la question au tome IV de son ouvrage (Paris, 1809), p. 369 et Constant en avait inséré un extrait parmi les additions au livre XVI de son propre manuscrit. Cf. E.

Hofman, op. cit., t. II, pp. 614-615. On peut imaginer que Constant et Sismondi ont conversé sur ce thème dès 1801, et surtout lors de leurs rencontres à Coppet en 1804. Cf. sur l'ensemble du débat: Luciano Guerci, Libertà degli antichi e libertà dei moderni (Guida, 1979).

4. Saint-Just, Oeuvres complètes, éd. C. Velley, 2 vol. (Paris, 1908) t. II, pp. 488-489. Cf. la belle étude de J. C. Bonnet, "la sainte mesure, sanctuaire de la parole fondatrice", in La Carmagnole des Muses, éd. J. C. Bonnet (Paris, 1988).

5. B. Constant, Ecrits et discours politiques, éd. O. Pozzo di Borgo, 2 vol. (Paris, 1964), t. I, p. 119.

On trouve dans le même discours du 30 fructidor an V, une critique portant sur le style des débats des Cinq-Cents. Elle vise à disqualifier les orateurs royalistes. Constant s'exprime par prétérition, car cet aspect de la question n'est qu'une considération préliminaire: "Je n'entrerai point ici dans tous les détails des périls divers qui nous menaçaient naguère; je ne vous retracerai pas cette longue et pénible lutte soutenue par nos fidèles représentants, ces discussions perfidement divisées en discours incendiaires et en projets insidieux, cette exagération des principes, infaillible moyen de les rendre inapplicables, cette métaphysique dérisoirement subtile, avec laquelle vos ennemis croyaient vous en imposer sur vos plus chers intérêts, comme si le Sénat français n'eût été qu'une arène de rhéteurs, et comme si notre liberté et notre vie avaient pu dépendre de la réfutation de quelques sophismes". Op. cit.

6. De la Force du gouvernement actuel (...) (Paris, 1796). Le texte est désormais accessible dans l'édition de Ph. Raynaud (Paris, 1988).
7. Benjamin Constant, Recueil d'articles, 1795-1817, éd.



E. Harpaz, (Genève, 1978) p. 78.

8. "Fragments sur la France", in Mélanges de littérature et de politique (Paris, 1829) p. 78. Cf. plus bas, n. 39.
9. De l'Usurpation, ch. VIII, in De la Liberté chez les Modernes, éd. M. Gauchet (Paris, 1980), pp. 194-195.
10. De la Force du gouvernement actuel in Gli scritti politici giovanili di Benjamin Constant (1796-1797), éd. C. Cordié (Como, 1944), p. 54.
11. "Le grand art est de gouverner avec force, mais de gouverner peu" (Scritti giovanili, p. 58). Ainsi, dès 1796, Constant posait en principe la nécessité d'une limitation de l'"autorité sociale" et d'une réduction du pouvoir gouvernemental. le tort des disciples de Rousseau est d'avoir suivi la voie contraire: "L'erreur de ceux qui, de bonne foi dans leur amour de la liberté, ont accordé à la souveraineté du peuple un pouvoir sans bornes, vient de la manière dont se sont formées leurs idées en politique. Ils ont vu dans l'histoire un petit nombre d'hommes, ou même un seul, en possession d'un pouvoir immense, qui faisait beaucoup de mal; mais leur courroux s'est dirigé contre les possesseurs du pouvoir et non contre le pouvoir même (...) Au lieu de le détruire, ils n'ont songé qu'à le déplacer. C'était un fléau, ils l'ont considéré comme une conquête. Ils en ont doté la société entière. Il a passé forcément d'elle à la majorité, de la majorité entre les mains de quelques hommes, souvent dans une seule main: il a fait tout autant de mal qu'auparavant". Principes de politique, ch. I, in De la Liberté chez les Modernes, éd. cit., pp. 270-271. L'idée est exposée dans les mêmes termes dans les Principes de 1806, éd. cit., p. 39.
12. Principes de politique, éd. E. Hofmann, Genève 1980, p. 35.

Notes

-39-

13. Ibid.
14. De l'Usurpation, éd. cit., p. 259.
15. Madame de Staël, Des Circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution et des principes qui doivent fonder la République en France, éd. L. Omacini (Genève, 1979), p. 295.
16. Op. cit., pp. 270-271.
17. Op. cit., p. 272.
18. Ibid.
19. Op. cit., p. 273. Cf. Jean Starobinski, le Remède dans le mal (Paris, 1989).
20. Ibid.
21. De la Littérature, 2e éd. 2 vol. (Paris, 1800), vol. II, p. 148.
22. Op. cit., t. II, p. 259.
23. Op. cit., p. 258.
24. Op. cit., pp. 271-272.
25. Op. cit., p. 124.
26. Ecrits et discours politiques, éd. cit., t. I, p. 141.
27. Op. cit., pp. 139-141.
28. Op. cit., p. 188.
29. De la Liberté chez les Modernes, éd. cit., pp. 326-327. Principes de politique applicables à tous les gouvernements (1815), ch. VII.



30. Op. cit., p. 327. Cette idée était déjà formulée très nettement dans De la Force du gouvernement actuel (1796). Cf. Scritti giovanili, éd. cit., pp. 16-17. Cf. n. 5.
31. Mémoires sur les Cents-Jours, nouvelle édition (Paris, 1829), p. XXV.
32. Recueil d'articles, 1795-1817, éd. cit., p. 233.
33. Ibid.
34. Recueil d'articles, 1820-1924, éd. E. Harpaz (Genève, 1981), p. 80.
35. En particulier celui de Wilfrid Regnault. Cf. Benjamin Constant L'Affaire Regnault, éd. René Bourgeois (Grenoble, 1979).
36. Archives parlementaires, Chambre des députés, séance du 21 mars 1829. Dans Benjamin Constant. Une biographie intellectuelle (Genève, 1984), Kurt Kloocke rappelle très justement les discours où Constant s'est opposé aux modifications du règlement de la Chambre, quand celles-ci visaient à réduire au silence l'opposition (p. 252).
37. F. Guizot, Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France, éd. Claude lefort (Paris, 1988), p. 204. Cf. P. Rosanvallon, Le moment Guizot (Paris, 1985), pp. 151-152.
38. F. Guizot, Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps, t. II, (Paris, 1859), p. 143. Dans la même page, Guizot fixe un portrait : "Sophiste sceptique et moqueur, sans conviction, sans considération, se livrant par ennui à des passions éteintes, et uniquement préoccupé de trouver encore, pour une âme blasée et une vie usée, quelque amusement et quelque intérêt"(...) Au total donc, un mélancolique cherchant

refuge dans la sensation, dans la catégorie que Kierkegaard nommera "l'esthétique".

39. Kurt Kloocke (op. cit., p. 259) insiste avec raison sur l'opposition que dresse Constant, dans son Commentaire sur Filangieri (t.I, p. 9 et p. 57) entre lois positives et lois spéculatives. Ces dernières "se fondent sur des espérances et des craintes, sur des probabilités, des hypothèses, des spéculations, en un mot". L'autorité se voit ouvrir, par là, une possibilité d'intervention dans tous les domaines de la vie civile: (Le législateur) "assujettit à des entraves nombreuses l'exercice de l'industrie, l'encourage d'un côté, la restreint de l'autre: actions, discours, écrits, erreurs, vérités, idées religieuses, systèmes philosophiques, affections morales, sentiments intimes, usages, habitudes, mœurs, institutions, ce qu'il y a de plus vague dans l'imagination de l'homme, de plus indépendant dans sa nature, tout devient ainsi du domaine du législateur; son autorité enlace notre existence de toutes parts, consacre ou combat nos conjectures les plus incertaines, modifie ou dirige nos impressions les plus fugitives".

Les "lois spéculatives", telles que les redoute Constant, au lieu d'exprimer la "morale vivante" (Eric Weil) de la communauté, prétendent la former par décret. Mais il existe à tout moment une morale vivante, un "esprit public". Ceux-ci se sont constitués au long de l'histoire, et il n'est pas au pouvoir d'une législation volontariste d'en faire abstraction. Dans une addition au livre XVIII du manuscrit des Principes (1806), Constant écrit ces lignes remarquables: "L'esprit public est le fruit du temps. Il se forme d'une longue suite d'idées acquises, de sensations éprouvées, de modifications successives, qui sont indépendantes des hommes et se transmettent et se modifient encore d'une génération à l'autre. L'esprit public de 1789 était le résultat non



seulement des écrits du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais de ce que nos pères avaient souffert sous Louis XIV, nos aïeux sous Louis XIII. L'esprit public est l'héritage des expériences de la nation, qui y ajoute ses expériences de chaque jour. Dire qu'il faut recréer l'esprit public, c'est dire qu'il faut prendre la place du temps et cette usurpation du moins est impossible aux usurpateurs. Les assemblées, les clubs ont particulièrement cette prétention, voulant suppléer en superficie à ce qui leur manque en profondeur. Ils se mettent à la place du peuple pour lui faire dire ce qu'il ne dit pas. Ils se chargent de la demande et de la réponse et de l'éloge encore que mérite à leurs propres yeux leur propre opinion. Il y a toujours un esprit public, c'est-à-dire une volonté publique. Les hommes ne peuvent jamais être indifférents à leur propre sort ni se désintéresser de leurs destinées. Mais lorsque les gouvernements agissent en sens inverse du vœu du peuple, le peuple se lasse de l'exprimer et comme on ne peut, même par la terreur, forcer toute une nation à mentir à sa conscience on dit que l'esprit public sommeille, tout en se tenant prêt à l'étouffer, pour peu qu'il laissât soupçonner qu'il est éveillé" (Ed. cit., pp. 629-630).

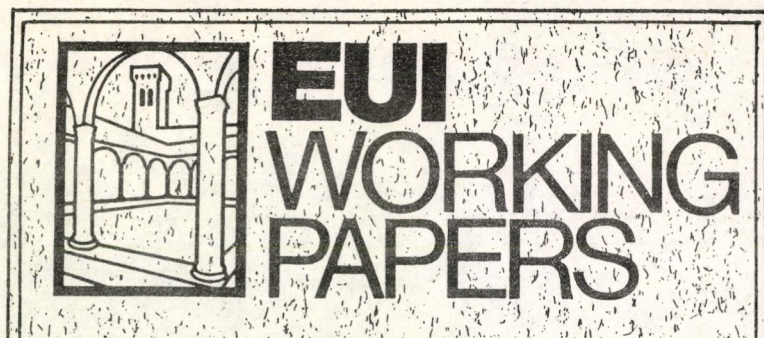
40. Discours, 2 vol. (Paris, 1827-1828) t. II. p. 202. On ne saurait trop insister sur le fait que Benjamin Constant, arrivé à Paris après les événements de prairial, n'a été en aucune façon impliqué dans les problèmes suscités par la Terreur. Ce qui s'offre à ses yeux, ce sont les discussions violentes entre les Conventionnels qui sont tous des thermidoriens. Dans les Mémoires dictés à Coulmann et publiés par celui-ci au t. III de ses Réminiscences (Paris, 1869), Constant évoque les remous de la Convention, après la victoire sur les émeutiers: "les membres de la Convention, dès le lendemain de la victoire, s'étaient mis à se dénoncer les uns les autres et à se faire expulser ou arrêter réciproquement. Toutes ces choses ne cadraient pas trop avec mes idées d'une république. Cependant,

comme j'entendais répéter partout qu'il n'y avait pas d'autre moyen de la sauver, je ne disais rien, et j'attendais avec un peu de chagrin au fond du coeur et beaucoup d'envie de me mêler des affaires" (p. 45).

41. Constant avait déjà parlé des "montagnards de la royauté", en 1796, dans De la Force du gouvernement actuel. Cf. p. 118, dans l'édition de P. Raynaud (Paris, 1988). J'ai délibérément omis les témoignages et les jugements des contemporains sur l'éloquence de Benjamin Constant. On les trouvera mentionnés dans l'article de J.-P. Aguet signalé à la n. 2, et dans l'ouvrage de P. Bastid, Benjamin Constant et sa doctrine, 2 vol. (Paris 1966) t. II, pp. 550-559. Cornemine (Timon) a réservé à Constant l'un de ses morceaux de bravoure dans Le livre des orateurs (Paris, 1838). La présente étude, consacrée à la fonction de l'éloquence, n'aborde pas la question du style. On consultera P. Delbouille, "Le style de Benjamin Constant orateur" in Benjamin Constant, Madame de Staël et le groupe de Coppet, éd. E. Hofmann (Oxford, Lausanne 1982), pp. 305-318, ainsi que E. Harpaz, "Benjamin Constant polémiste", in Annales Benjamin Constant, N° 1, (Lausanne-Genève 1980), pp. 43-53. Sur le contexte intellectuel de la Restauration, on trouvera ample information dans: E. Harpaz, L'Ecole libérale sous la Restauration (1817-1820): le Mercure et la Minerve (Genève, 1968). La pensée de Constant est remarquablement résumée au début du grand ouvrage de P. Bénichou, Le Temps des prophètes. Doctrines de l'âge romantique. Paris, 1977.

Dans l'un de ses derniers discours à la Chambre, Constant a avoué un sentiment de "tristesse". Les contemporains en ont été vivement impressionnés, en particulier Alfred de Vigny. Cf. P. Bénichou, Les Mages romantiques (Paris, 1988), pp. 121 et 142-143.





EUI Working Papers are published and distributed by the European University Institute, Florence.

Copies can be obtained free of charge - depending on the availability of stocks - from:

The Publications Officer  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
I - 50016 San Domenico di Fiesole (FI)  
Italy

**Please use order form overleaf**

**PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE**

To                    The Publications Officer  
                        European University Institute  
                        Badia Fiesolana  
                        I - 50016 San Domenico di Fiesole (FI)  
                        Italy

From                Name .....  
                        Address .....  
                        .....  
                        .....  
                        .....  
                        .....

Please send me the following EUI Working Paper(s):

No.                    .....  
Author, title:        .....  
                             .....  
                             .....  
                             .....  
                             .....

Date .....

Signature .....  
.....





- |   |  |
|---|--|
| 87/315: Serge NOIRET                          | Nuovi motivi per studiare i meccanismi delle leggi elettorali. Una riflessione metodologica a proposito della legge del 1919 in Italia   |
| 87/316: Alain GOUSSOT                         | Les sources internationales de la culture socialiste italienne à la fin du 19e siècle et au début du 20e siècle. Problèmes de la composition de l'idéologie du PSI et ses rapports avec la circulation des idées en Europe |
| 87/317: Eamonn NOONAN                         | Württemberg's exporters and German protection, 1931-36   |
| 87/318: Jean-Pierre CAVAILLE                  | Theatrum Mundi. Notes sur la théatralité du Monde Baroque.   |
| 87/319: Peter RAPPOPORT and Lucrezia REICHLIN | Segmented Trends and Nonstationary Time Series   |
| 87/320: Douglas GALE                          | A Strategic Model of Labor Markets with Incomplete Information   |
| 87/321: Gianna GIANNELLI                      | A Monopoly Union Model of the Italian Labour Market  |
| 87/322: Keith PILBEAM                         | Sterilization and the Profitability of UK Intervention 1973-86   |
| 87/323: Alan KIRMAN                           | The Intrinsic Limits of Modern Economic Theory   |
| 87/324: Andreu MAS-COLELL                     | An Equivalence Theorem for a Bargaining Set  |
| 88/325: Angela GROPPi                         | "La classe la plus nombreuse, la plus utile et la plus précieuse". Organizzazione del lavoro e conflitti nella Parigi rivoluzionaria.  |
| 88/326: Bernd MARIN                           | Qu'est-ce que c'est "Le Patronat"? Quelques enjeux théoriques et observations empiriques   |
| 88/327: Jean BLONDEL                          | Decision-Making Processes, Conflicts, and Cabinet Government *   |
| 88/328: Ida KOPPEN                            | The European Community's Environment Policy.<br>From the Summit in Paris, 1972, to the Single European Act, 1987 *   |

- |   |  |
|---|--|
| 88/329: Dalia MARIN                         | Assessing Structural Change: The Case of Austria *   |
| 88/330: Milica UVALIC                       | "Shareholding" in Yugoslav Theory and Practice   |
| 88/331: David CANNING                       | Convergence to Equilibrium in a Sequence of Games with Learning  |
| 88/332: Dalia MARIN                         | Trade and Scale Economies. A causality test for the U.S., Japan, Germany and the UK  |
| 88/333: Keith PILBEAM                       | Fixed versus Floating Exchange Rates Revisited   |
| 88/334: Hans Ulrich Jessurun d'OLIVEIRA     | Die EWG und die Versalzung des Rheins  |
| 88/335: Felix Fitzroy and Kornelius Kraft   | Piece Rates with Endogenous Monitoring Some Theory and Evidence  |
| 88/336: Norbert LORENZ                      | Die Übertragung von Hoheitsrechten auf die Europäischen Gemeinschaften - verfassungsrechtliche Chancen und Grenzen einer europäischen Integration erläutert am Beispiel der Bundesrepublik Deutschland, Frankreichs und Italiens - |
| 88/337: Domenico Mario NUTI                 | On Traditional Cooperatives and James Meade's Labour-Capital Discriminating Partnerships   |
| 88/338: Pietro REICHLIN and Paolo SICONOLFI | Government Debt and Equity Capital in an Economy with Credit Rationing   |
| 88/339: Alfred STEINHERR                    | The EMS with the ECU at Centerstage: A proposal for reform of the European Exchange rate system  |
| 88/340: Frederick VAN DER PLOEG             | Monetary and Fiscal Policy in Interdependent Economies with Capital Accumulation, Death and Population Growth  |
| 88/341: David CANNING                       | Optimal Monetary Policy in an Economy without a Forward Market for Labour  |
| 88/342: Gunther TEUBNER                     | "And God Laughed..." Indeterminacy, Self-Reference and Paradox in Law  |
| 88/343: Jean BLONDEL                        | Ministerial Careers in Western European Governments  |

\* :Working Paper out of print



- |  |  |
|--|--|
| 88/344: Joerg MAYER  | Intervention Mechanisms and Symmetry in the EMS  |
| 88/345: Keith PILBEAM  | Exchange Rate Management and the Risk Premium  |
| 88/346: Efrasio ESPA   | The Structure and Methodology of International Debt Statistics   |
| 88/347: Francesc MORATA and<br>and Jaume VERNET                                      | Las Asambleas Regionales en Italia y España: Organización Institucional y Reglas de Funcionamiento                   |
| 88/348: Milica UVALIC  | The Investment Behaviour of the Labour-Managed Firm: An Econometric Analysis   |
| 88/349: Massimo PANEBIANCO   | Inter-Regional Co-Operation in the North-South Dialogue<br>Latin America and the European Community                  |
| 88/350: Gregorio ROBLES  | La Cour de Justice des CE et les Principes Généraux du droit   |
| 88/351: Alan KIRMAN  | On Ants and Markets  |
| 88/352: Gianna GIANNELLI   | Labour Demand, Pricing and Investment Decisions in Italy: An Econometric Analysis                                    |
| 88/353: Niall O'HIGGINS  | The Progressivity of Government Taxes and Benefits in Ireland: A Comparison of Two Measures of Redistributive Impact |
| 88/354: Christian JOERGES  | Amerikanische und deutsche Traditionen der soziologischen Jurisprudenz und der Rechtskritik                          |
| 88/355: Summary of Conference,<br>debates and abstracts<br>of selected interventions | The Future Financing of the EC Budget:<br>EPU Conference 16-17 October 1987  |
| 88/356: Mary MCCARTHY and<br>Lucrezia REICHLIN                                       | Do Women Cause Unemployment?<br>Evidence From Eight O.E.C.D. Countries   |
| 88/357: Richard M. GOODWIN   | Chaotic Economic Dynamics  |
| 88/358: Fernando PACHECO<br>Eric PEERE and<br>Francisco S. TORRES                    | Duopoly Under Demand Uncertainty   |
| 88/359: Jaakko NOUSIAINEN  | Substance and Style of Cabinet Decision-Making   |

- |  |   |
|--|---|
| 88/360: Domenico Mario NUTI  | Economic Relations between the European Community and CMEA  |
| 88/361: Domenico Mario NUTI  | Remonetisation and Capital Markets in the Reform of Centrally Planned Economies                                   |
| 88/362: Domenico Mario NUTI  | The New Soviet Cooperatives: Advances and Limitations   |
| 88/363: Reiner GRUNDMANN   | Marx and the Domination of Nature Alienation, Technology and Communism  |
| 88/364: Tony PROSSER   | The Privatisation of Public Enterprises in France and Great Britain<br>The State, Constitutions and Public Policy |
| 88/365: Silke BRAMMER  | Die Kompetenzen der EG im Bereich Binnenmarkt nach der Einheitlichen Europäischen Akte                            |
| 88/366: Goesta ESPING-ANDERSEN   | The Three Political Economies of the Welfare State  |
| 88/367: Goesta ESPING-ANDERSEN<br>Paul FARSUND and<br>Jon Eivind KOLBERG | Decommodification and Work Absence in the Welfare State   |
| 88/368: Stephen MARTIN   | Joint Ventures and Market Performance in Oligopoly  |
| 88/369: Giuseppe RAO   | The Italian Broadcasting System: Legal and Political Aspects  |
| 89/370: B. BENSAID/<br>S. FEDERBUSCH/<br>R.J. GARY BOBO                  | The Strategic Aspects of Profit Sharing in the Industry   |
| 89/371: Klaus-Dieter STADLER   | Die Europäische Zusammenarbeit in der Generalversammlung der Vereinten Nationen zu Beginn der Achtziger Jahre     |
| 89/372: Jean Philippe Robé   | Countervailing Duties, State Protectionism and the Challenge of the Uruguay Round                                 |
| 89/373: Giovanni FEDERICO/<br>Antonio TENA                               | On the Accuracy of Historical International Foreign Trade Statistics<br>Morgenstern Revisited                     |
| 89/374: Francisco TORRES   | Small Countries and Exogenous Policy Shocks   |